

**Zeitschrift:** Schweizerische Zeitschrift für Soziologie = Revue suisse de sociologie  
= Swiss journal of sociology

**Herausgeber:** Schweizerische Gesellschaft für Soziologie

**Band:** 37 (2011)

**Heft:** 2

**Buchbesprechung:** Buchbesprechungen = Recensions critiques = Book reviews

#### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

#### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

#### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 29.01.2026

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

## Buchbesprechungen / Recensions critiques / Book Reviews

*Die Auswahl der Bücher zur Rezension behalten sich die Redaktion und die beiden für diese Rubrik Verantwortlichen vor. Unverlangt eingesandte Buchbesprechungen werden nicht veröffentlicht.*

*Le choix des livres qui font l'objet d'une recension critique est effectué par la rédaction et par les deux responsables de cette rubrique. Les recensions non sollicitées ne sont pas publiées.*

*Books to be reviewed are selected by the Editor and the two Book Review Editors. Unsolicited reviews are not published.*

Jaccoud, Christophe et Vincent Kaufmann: Michel Bassand, un sociologue de l'espace et son monde. Lausanne: Presses polytechniques et universitaires romandes. 2010. 230 p.

Un livre important excède souvent son propre corps. L'ouvrage récent de Christophe Jaccoud et Vincent Kaufmann n'échappe pas à cette quasi-règle : s'il constitue évidemment « une synthèse [des] principaux apports [de Michel Bassand à la sociologie], des recherches sur les régions périphériques à celles décryptant les multiples facettes du phénomène de métropolisation, en passant par des travaux plus conceptuels sur la mobilité ou plus descriptifs comme la définition des agglomérations » (quatrième de couverture), il apporte également des éléments de réponse à des questions qui relèvent de la sociologie de la sociologie (comment devient-on sociologue?), de la sociologie des sciences (comment se construit une importante unité de recherche?) ou encore de l'épistémologie des sciences sociales (qu'est-ce qu'une bonne explication en sociologie?).

Le fait que ces questions sont thématisées à partir de l'œuvre d'un « sociologue des structures et des évolutions profondes plutôt que des proliférations événementielles » (p. 3) renforce encore l'intérêt de l'ouvrage. Loin des effets de mode, du caractère trop spontané de certains schèmes de pensée dichotomiques ou des tocades intellectuelles, Michel Bassand s'est en effet attaché à

construire une pratique cohérente qui puise dans les travaux de l'école de Chicago, dans l'écologie factorielle, dans l'anthropologie urbaine de Paul-Henry Chombart de Lauwe, mais aussi dans les analyses d'Alain Touraine ou dans les études culturelles au sens de Michel de Certeau, pour réaliser une tâche qu'il considère comme celle du sociologue, et qui consiste à être « critique par la force des choses » (p. 85), parce que, « ce qu'il découvre démontre que le système ne fonctionne pas très bien » (*ibid*). Témoignant ainsi d'une belle confiance dans la capacité du chercheur à « éclairer » la société.

La réalisation de cette tâche a trouvé un terrain d'élection dans le développement d'une « sociologie polytechnique » (p. 47), une sociologie que Michel Bassand qualifie pour sa part de « sociologie concrète » (p. 52). Elle a également trouvé un champ propice à son développement dans une structure institutionnelle notoirement interdisciplinaire (l'Institut de recherche sur l'environnement construit, IREC), à laquelle M. Bassand va attacher son nom à titre de codirecteur en même temps qu'il en stimulait et orientait le développement.

Mais ce cheminement dans la carrière, la pensée et l'œuvre de Michel Bassand que nous proposent Ch. Jaccoud et V. Kaufmann nous permet aussi de prendre la mesure des permanences et des mutations récentes de l'activité scientifique. M. Bassand en « cumulard » académique, condamné à abouter des fragments de postes pour disposer d'un

temps plein (p. 47) ; M. Bassand nommé à l'EPFL suite à une « histoire incroyable » (p. 48), qui tient du « merveilleux » (p. 48) : son prédécesseur, nommé à Paris, « donne sa démission et propose de le nommer à sa place» (*ibid*) ; M. Bassand soucieux de bien finir une recherche, c'est-à-dire d'aller au-delà du rapport pour faire un livre (p. 71–74). Tableau d'un monde qui déjà semble lointain en dépit de certains invariants...

Ouvrage riche donc, qui se lit nécessairement à plusieurs niveaux, mais qui incontestablement nous fait entrer dans le monde du sociologue.

Le livre est organisé en quatre parties. La première consiste en une mise en intrigue de l'ouvrage. Elle dessine les principaux thèmes de la sociologie de M. Bassand, une sociologie d'abord « homogène, concrète et empirique » ; ensuite « matérialiste » au sens où elle « entend montrer, à travers l'analyse des phénomènes et des logiques qui affectent l'espace et la ville, comment et de quelle manière une société se pense, se produit et se reproduit » (p. 3) conduisant à ce que M. Bassand doit être approché comme « un penseur de l'espace » (p. 1).

La deuxième partie est consacrée à un entretien biographique, conduit en plusieurs temps depuis 2004. Outre les éléments développés ci-dessus (sociologie de la sociologie, sociologie des sciences, épistémologie des sciences sociales), cette section permet d'approcher le « penseur de l'espace » à travers les lieux de son monde : Porrentruy, Genève, les États-Unis, l'EPFL, l'IREC, son bureau. Elle offre également un point de vue sur l'homme tel qu'il s'inscrit dans le monde, ici souvent avec modestie (on est frappé par le nombre de collègues que M. Bassand évoque comme figure marquante de son parcours, le soin qu'il a de les saluer en évoquant leur nom), tout en demeurant conscient d'avoir participé à une aventure, celle de la constitution d'une école romande de sociologie de renommée internationale.

La troisième partie recueille quelques-uns des articles de Michel Bassand – ici, souvent rédigés en collaboration – qui permettent de

saisir les articulations de sa pensée de l'espace des sociétés. Les articles permettent en effet d'entrer dans l'explication sociologique selon Bassand, qui articule souvent données statistiques et recueil qualitatif, analyse factorielle et données « ethnographiques », dans un souci de l'articulation des niveaux macrologiques et micrologiques. L'article « La structure du pouvoir communal d'une microrégion rurale en changement » (p. 91–104) est exemplaire de ce mode d'explication, qui constitue par ailleurs le motif méthodologique de la thèse de Michel Bassand.

Cette mobilisation des niveaux sociologiques se couple avec un souci de l'articulation des échelles géographiques, la réinscription des dynamiques locales dans des logiques de dimensions supérieures (cf. « Cultures novatrices, espace et dynamique sociale en Suisse », p. 133–151). Dans cette dialectique des échelles, c'est une pensée de l'« émergence » qu'offre M. Bassand. Ainsi, son œuvre – et celui des personnes qui ont travaillé avec lui à l'IREC – a contribué à l'identification de ce qui se jouait aux marges de la ville, dans une nouvelle tension entre centres et périphéries, dans une reconfiguration des rapports entre espaces urbains, périurbains et ruraux à l'origine de nouvelles formes systémiques : les espaces métropolitains ou en voie de métropolisation (« La Suisse, une métropole », p. 197–201). Nouvelles formes spatiales qui reposent (et impliquent) notamment sur la diversification des mobilités (« La mobilité spatiale en tant que système », p. 179–195), mais qui ne dissolvent pas nécessairement les formes plus anciennes de la vie commune, comme le voisinage par exemple (« Le voisinage : un théâtre expérimental de la vie quotidienne », p. 153–177), même si ce voisinage, cette manière de vivre ensemble est profondément influencée par la forme du bâti.

Ce qui se dessine, en arrière-fond des textes reproduits dans l'ouvrage de Ch. Jaccoud et V. Kaufmann, c'est le goût de M. Bassand pour une sociologie de l'appropriation, goût sans doute renforcé par la nécessité à laquelle il a été confronté à l'EPFL, de développer

une sociologie polytechnique. Dans son analyse de l'émergence de nouvelles échelles territoriales, de la construction d'espace métropolitain, dans son souci de la mobilisation des ressources locales dans le développement régional, dans son interrogation de la nouvelle nature des unités de voisinage dans la ville contemporaine, ce que problématise Bassand, c'est aussi le statut de l'habitant, son rapport à la morphologie spatiale; façon comme une autre de faire jouer les échelles micrologiques et macrologiques, de thématiquer le rapport individu-société.

La dernière partie consiste en un parcours bibliographique dans l'œuvre du sociologue suisse, qui rappelle que celle-ci a privilégié, plutôt que la forme de l'article, la production de livres comme moyen de diffusion, manifestant par là un engagement fort de Michel Bassand: «Je crois que la meilleure production scientifique d'un sociologue se concrétise par des ouvrages qui sont plus complets, plus riches, et moins spécialisé que les publications dans des revues scientifiques» (p. 73).

Le tout se présente à la fois comme un «hommage à Bassand», une archive sur la constitution d'un champ scientifique, celui d'une école suisse de sociologie urbaine; le récit d'un petit monde (au sens de David Lodge), tant on y croise de visages connus des sciences sociales romandes; un témoignage sur le parcours professionnel d'un homme – et sa trame de hasards heureux; enfin comme la synthèse d'un travail sociologique important.

En faisant parler M. Bassand, en nous invitant à relire certains de ses textes, Ch. Jaccoud et V. Kaufmann nous rappellent – si besoin en est – que «l'espace compte» (pour détourner une formule célèbre de Paul Krugman). Ce qui est sans doute une façon adéquate de lui rendre hommage.

Laurent Matthey  
Fondation Braillard architectes,  
16 rue Saint-Léger  
CH - 1205 Genève  
[laurent.matthey@braillard.ch](mailto:laurent.matthey@braillard.ch)

Henchoz, Caroline: *Le couple, l'amour et l'argent : la construction conjugale des dimensions économiques de la relation amoureuse*. Paris : L'Harmattan. 2008. 261 p.

Amour et argent ne feraient pas bon ménage; c'est en tout cas ce que laisse penser la rareté des recherches sur le sujet, constatée par Caroline Henchoz, dès les premières pages de son ouvrage. Ces deux termes, par définition antinomiques, seraient difficiles à réunir dans une même problématique : l'un, pure expression d'un monde calculateur et individualiste, l'autre, bastion idéalisé du désintéressement et des sentiments les plus sincères. L'auteure va pourtant tenter de bousculer cette opposition, quasi naturalisée, notamment au sein de la sociologie francophone, en proposant un modèle de compréhension qui réconcilie ces deux entités: si ce n'est dans la réalité, d'un point de vue méthodologique en tout cas. Elle cherche ainsi à comprendre, au sein du couple hétérosexuel, «comment deux individus autonomes financièrement (...) en viennent à adopter progressivement la même perception de l'argent et à en faire usage selon cette conception» (p. 12). L'argent est perçu ici, non seulement du point de vue de sa valeur d'usage et d'échange, mais également et surtout comme «un outil mobilisé par les conjoints pour construire leur relation» (p. 13).

Dans un cadre théorique fourni, dans lequel s'entremêlent conceptualisations du pouvoir, de l'argent, du genre et de l'amour, C. Henchoz fait tout d'abord appel au terme de «construction conjugale»<sup>1</sup>. Celui-ci se définit comme «un processus d'objectivation, de mise en ordre et de symbolisation de la réalité passée, présente et future» (p. 12). C'est la conversation entre les deux conjoints qui rendrait possible l'établissement progres-

<sup>1</sup> Concept introduit par Peter Berger et Hansfried Kellner. 1988. *Le mariage et la construction de la réalité. Dialogue*, 102, 6–23; puis réutilisé par Kaufmann, Jean-Claude. 1992. *La trame conjugale, Analyse du couple par son linge*. Paris: Agora.

sif d'une réalité commune, de valeurs et de buts partagés. Cependant, certaines nuances sont apportées à ce processus interactionnel unique, que mettent en avant Berger et Kellner. En effet, si la construction conjugale s'établit par l'interaction, elle se développe aussi de manière individuelle et sociétale : une approche qui rendrait concevable la détermination de plusieurs niveaux d'analyse de ce mécanisme. Dans cette perspective, l'analyse des dimensions économiques amène à comprendre l'ambivalence entre le « nous » conjugal et les intérêts personnels, entre les aspects collectifs et individuels en jeu dans ce processus.

Pour exprimer au mieux ce paradoxe, un modèle de compréhension adéquat est proposé. Il rapproche deux perspectives théoriques en apparence antagonistes. La première, issue d'une tradition sociologique francophone, porte sur la famille en tant que « réseau d'échange et de solidarité » (p. 25). La seconde, provenant des *Gender Studies*, met en évidence les dynamiques interindividuelles et les rapports de genre et de pouvoir au sein du couple. La voie d'analyse que l'auteure suggère met en lumière l'unification possible de ces deux courants théoriques : l'acceptation de la coexistence d'un idéal de solidarité, d'inégalités et de rapports de pouvoir au sein du couple est envisagée à travers cette fusion.

En filigrane de ce modèle de compréhension, le concept intéressant « d'idéologie amoureuse » permet de rendre compte de l'influence de l'état amoureux sur les dimensions financières du couple. Il fonctionne comme un schème structurant et « transforme l'obligation d'aimer en dispositions aimantes et tend à doter chacun d'un esprit de couple générateur de dévouement, de solidarité et de don » (p. 48). Deux formes d'idéologie amoureuse sont distinguées : l'idéologie amoureuse du don et du désintérêt et l'idéologie amoureuse de la réciprocité et de l'équilibre des échanges. L'une et l'autre contribuent à l'instauration de normes qui permettent l'établissement d'un certain idéal

amoureux à respecter, notamment en matière d'échanges financiers.

Par l'analyse de contenu de cinquante-six entretiens, effectués auprès de dix-neuf couples suisses romands, C. Henchoz tente de saisir, par le moyen d'une démarche compréhensive, la construction conjugale des paramètres financiers. Ainsi, les pages en annexes consacrées à la méthodologie justifient le choix de sélectionner des couples mariés avec au moins un enfant, ce qui permet de rendre compte plus largement des différentes configurations économiques que peut rencontrer le couple à travers son évolution. La sociologue filtre également les couples afin d'obtenir un taux d'activité professionnelle représentatif de la situation suisse en 2000 : dans la plupart des cas, l'homme travaille à plein temps et la femme à temps partiel. Il existe généralement une différence de revenu considérable entre les conjoints, de manière assez systématique en faveur des hommes. Pour ce qui est des modalités d'entretien, l'option est retenue d'interroger chaque conjoint de manière individuelle puis collective afin de permettre, dans un premier temps, à la personne de s'exprimer librement (sans pression aucune de la part du conjoint), puis, lors de l'entretien collectif, d'observer comment se constitue le discours commun des deux conjoints autour de l'usage de l'argent au sein de leur couple.

Dès lors, dans une perspective décrite comme relevant de la *grounded theory*, les allers-retours entre les principaux concepts décrits précédemment et l'analyse de ce matériau empirique s'organisent autour de la thèse centrale de cette recherche : « Les principes de l'amour romantique, de la solidarité et du désintérêt au fondement de la relation conjugale contemporaine n'excluent pas pour autant les inégalités et les rapports de pouvoir. » (p. 19). Illustrées par les propos de certains des couples interrogés, trois phases de réflexion se révèlent et contribuent à appuyer cette proposition.

Dans un premier temps, les principales étapes de la construction conjugale des dimensions économiques sont reconstituées :

la période de séduction, la cohabitation et le mariage, suivis de l'arrivée des enfants. Ce voyage au cœur des différents stades de l'histoire financière de chacun des couples révèle de quelle manière les conjoints doivent jongler avec, d'un côté, des normes modernes d'égalité et de solidarité amoureuse, et de l'autre, des normes traditionnelles de genre très marquées. Ces antagonismes s'expriment par une forte contradiction entre, d'une part, le discours des couples, qui insiste sur la norme égalitaire et solidaire au sein de la relation conjugale et, d'autre part, la situation objective des conjoints, qui reste inégalitaire au niveau de l'usage des ressources financières.

Le processus de construction conjugale est abordé ensuite, à la fois de manière conversationnelle, mais également par le biais des actions quotidiennes et de l'expression des sentiments amoureux définis par le contexte historique et la structure de genre dans lesquels vivent les conjoints. Cette analyse précise la proposition déjà énoncée auparavant : « La construction conjugale est un processus pluridimensionnel à la fois collectif et individuel » (p. 204).

Il est finalement question de comprendre si cette construction conjugale de la réalité conduit effectivement à une perception commune et homogène des dimensions économiques au sein du couple. Le bilan est mitigé. Si « la construction conjugale semble avoir abouti à une vision du monde partagée » (p. 214), ce n'est que dans une certaine mesure puisque les conjoints, ou les membres de « l'équipe conjugale », occupent des places genrées distinctes et, par là, « des positions économiques et statutaires différentes » (p. 215). Le couple définit de manière commune son propre système financier par rapport à d'autres couples, tout en laissant place à des divergences interindividuelles quant au rapport à l'argent et à sa mise en commun ; ce qui donne lieu à des tensions palpables dans les propos des conjoints.

En conclusion, il est tout à fait passionnant d'observer de quelle manière une projection dans la relation amoureuse est

possible à travers la reconstitution de la construction conjugale des dimensions économiques. Projection qui amène à reconsiderer le lien amoureux sous l'angle du pouvoir et des inégalités plutôt que d'un point de vue strictement sentimental et désintéressé. Toutefois, malgré l'intérêt et la qualité incontestable de cette recherche, deux aspects restent discutables.

Tout d'abord, cette démarche, inscrite dans une perspective de genre, privilégie logiquement une approche des inégalités d'un point de vue unitairement féminin. Bien qu'elles soient moins évidentes et plus difficiles d'accès, en raison du manque d'outils théoriques pour traiter de la « domination » exercée par les femmes, il aurait été intéressant d'analyser l'existence de formes de pouvoir féminin autour des dimensions économiques du couple afin d'avoir une perspective plus « androgyne », pour reprendre les termes de C. Henchoz. Soyons bons joueurs et reconnaissons le mérite dont fait preuve l'auteure en signalant le problème dans sa conclusion : « Une véritable prise en compte des relations de genre nécessiterait de développer des outils pour comprendre les rapports de pouvoir d'un point de vue non genré » (p. 224).

Est-il pertinent, ensuite, d'associer à cette recherche l'étiquette *grounded theory* alors qu'un cadre théorique détaillé est présenté et différentes hypothèses sont formulées d'entrée de jeu ? La théorie n'est dans ce cas plus seulement « enracinée » dans les données empiriques, mais bel et bien définie à partir de travaux préexistants à la recherche. Sans doute est-ce là le débat perpétuel autour de l'application pratique de cette démarche, dont l'induction à toute épreuve demeure difficilement réalisable dans les faits, mais qui permet cependant de donner une ligne conductrice à un cheminement empirique tout à fait exemplaire.

Nora Meister  
Département de sociologie  
Université de Genève  
meisten0@etu.unige.ch

Coenen-Huther, Josette: L'Égalité professionnelle entre hommes et femmes : une gageure. Paris : L'Harmattan (« Logiques Sociales »). 2009. 208 p.

Dans cet ouvrage, Josette Coenen-Huether se donne pour objectif très ambitieux d'établir un diagnostic de la situation actuelle des rapports inégaux entre les sexes dans le monde du travail professionnel, en prenant également en considération la répartition des tâches dans la vie domestique et familiale. À cette fin, l'auteure se penche sur les recherches et études publiées sur trois pays dont la culture et l'état des disparités entre les hommes et les femmes sont variés : la France, la Suède et les États-Unis. L'auteur s'efforce de montrer les différentes manières dont les femmes sont discriminées dans leur vie professionnelle et d'identifier les politiques qui ont été élaborées dans chaque pays, tant par les pouvoirs publics que dans le secteur privé, afin d'y remédier, et les effets pervers que celles-ci peuvent avoir à leur tour. Elle décrit également les stratégies qu'adoptent les femmes face aux désavantages et discriminations. En somme, J. Coenen-Huether cherche à mettre en évidence la chose suivante : même s'il y a effectivement eu des progrès dans l'intégration des femmes sur le marché du travail et une meilleure parité entre les sexes observable au niveau professionnel, il reste néanmoins bien du chemin à faire, et ce chemin est jonché d'obstacles. La lutte n'a perdu ni de son urgence ni de son sens, et il convient toujours de viser à une indifférenciation des rôles sociaux pour réaliser une égalité entre les sexes. Cela suppose qu'il faudra veiller à mettre en place des dispositifs juridiques et à mettre en œuvre des politiques publiques susceptibles de faire changer les mœurs.

Le volume est bien organisé en sept chapitres. J. Coenen-Huether aborde en premier lieu la matière la plus générale, selon elle, c'est-à-dire les politiques publiques d'égalité entre les sexes en montrant que les lois mises en place, pour améliorer la division sexuelle (genrée) du travail et mieux répartir les tâches domestiques et reproductives, n'ont pas eu un

grand succès. Dans le deuxième chapitre, elle se penche sur les politiques des entreprises en faveur de la famille, montrant que celles-ci sont souvent motivées par des raisonnements économiques et que toutes les femmes ne bénéficient pas de leurs résultats. Le troisième chapitre se focalise sur la discrimination pratiquée par les employeurs. Le chapitre quatre est consacré à la résistance des hommes à la parité dans les milieux du travail. Dans le chapitre suivant, l'auteur nous fait voir qu'une résistance similaire est à l'œuvre dans la sphère domestique, ce qui n'est évidemment pas sans poser problème à l'insertion professionnelle des femmes. Enfin, les deux derniers chapitres portent sur la réaction des femmes face à leurs situations de marginalisation et, donc, sur leur lutte contre les obstacles à l'égalité professionnelle. L'auteur y décrit les différents moyens auxquels certaines femmes ont recours pour s'efforcer de réconcilier vie professionnelle et vie familiale. En guise de conclusion, l'auteure avance quelques raisons pour lesquelles les hommes résistent aux changements, en ouvrant notamment une discussion portant sur leur investissement dans une identité masculine.

Rédigé de manière claire et lisible, l'ouvrage offre une introduction à un nombre étonnant de thématiques quant aux relations entre les sexes dans la vie professionnelle, mais aussi à leurs rapports avec la vie familiale et domestique. À ce titre, il pourra sans conteste servir à mobiliser l'intérêt des lecteurs pour la politique féministe. Cependant, étant donné le nombre de thèmes importants abordés, alors que le livre est relativement court, certains thèmes sont forcément traités de manière superficielle, notamment la question des relations entre les couples, ainsi que les taux élevés de divorce, et l'analyse de la situation des familles monoparentales.

En visant une cohérence pour des raisons politiques et militantes, l'écriture du livre repose sur l'hypothèse que l'on peut invoquer des exemples tirés de contextes différents pour illustrer des mécanismes à tendance universelle. J. Coenen-Huther explique qu'il

ne s'agit pas d'une comparaison entre les trois pays en question, ni d'un examen de toutes les recherches qui ont été faites dans chaque pays, mais «d'un diagnostic de situation fondé sur une grande variété d'exemples qui illustrent l'argumentation. Un seul exemple, bien choisi, peut en effet bien souvent suffire à faire comprendre un mécanisme» (p.13). Le fait que le livre se consacre à la situation des femmes dans les trois pays choisis n'est déjà pas toujours très évident à la lecture du texte, car un nombre important d'exemples vient d'études menées ailleurs, notamment des études canadiennes et suisses. Cela dit, ce n'est guère un défaut du livre puisque les exemples tirés d'autres pays valent la peine d'être cités pour leur propre mérite. En revanche, ce qui peut être troublant quant à la manière dont le livre prétend élaborer des mécanismes universels, c'est le fait que l'auteure minimise les études qui exposent la complexité des identités de genres et les différences qui traversent la catégorie de «femme», à la fois entre les trois pays et au sein de chacun des pays en question. Le résultat est une narration qui se présente comme étant universelle, mais qui, en fait, est le plus souvent relative à l'expérience des femmes «blanches» appartenant aux classes moyennes.

Cette remarque n'est pas pour laisser entendre que l'auteure ignore complètement la variété des points de vue et des situations des femmes, puisqu'il y a tout de même des discussions qui exposent la complexité et l'aspect contradictoire que peuvent avoir les politiques pour les femmes de différents niveaux sociaux: telle la politique mise en œuvre au cours des quinze dernières années en France et qui tend à soutenir les familles désirant embaucher de l'aide pour la garde des enfants. J. Coenen-Huther montre que les clivages entre les femmes se creusent, puisque c'est celles provenant des classes moyennes qui peuvent s'offrir le luxe d'une aide familiale et se libérer professionnellement, et donc avancer dans leur carrière. Les emplois d'aide familiale sont acceptés par des femmes de niveau social modeste, et ils ne sont ni bien rémunérés, ni bien protégés

par les pouvoirs publics et les syndicats. Plus loin dans le texte, la question des conditions de travail des aides domestiques est abordée à nouveau, cette fois-ci en faisant référence au fait que ce sont plus souvent les femmes de cultures minoritaires qui travaillent dans ces conditions. Relégué à une note en bas de page et dont l'idée n'est pas développée, on peut ainsi lire le commentaire suivant: «Aux États-Unis comme ailleurs, les nourrices sont très souvent des femmes à un bas niveau de formation, appartenant à d'autres catégories sociales et à d'autres cultures que les mères qui leur confient leurs enfants, et possédant d'autres valeurs» (p. 148). Ce bref commentaire n'est pas un traitement adéquat de la manière dont les rapports de force qui soutiennent la notion de «race» ou d'ethnicité se mêlent avec les rapports de pouvoir de genre. La littérature américaine aurait pu être mieux mobilisée pour étayer cette perspective importante, puisque la sociologie américaine a largement adopté une analyse qui prend en considération l'«intersectionalité» des rapports sociaux, en partant donc de l'idée que le genre, la «race» et l'ethnicité sont des catégories qui ne peuvent être analysés comme des variables indépendantes, mais doivent être abordées de manière à reconnaître que les expériences, les opportunités et les obstacles auxquels sont confrontés les différents groupes sont différenciés<sup>2</sup>.

Une discussion plus approfondie des transformations qui ont eu lieu dans le marché de travail durant les dernières trente années<sup>3</sup> aurait sans doute permis d'offrir

2 Pour une revue du champ de «l'intersectionnalité», dans le cadre du marché du travail aux États-Unis voir, par exemple, Browne, Irene & Joya Misra. 2003. *The Intersection of Gender and Race in the Labor Market. Annual Review of Sociology*, 29 : 487–513.

3 Pour une analyse pointue des débats sur les transformations des marchés du travail, relativement aux identités de genre, voir McDowell, Linda. 2009. *Working Bodies. Interactive Service Employment and Workplace Identities*. Chichester: Wiley-Blackwell.

un tableau plus nuancé de la situation actuelle. C'est en examinant la transition de l'économie des pays en question vers des marchés du travail où le secteur des services prend une importance croissante, parallèlement à l'arrivée d'une majorité de femmes en leur sein, qu'on peut apprécier l'ampleur des changements dans les identités de genre, sans perdre de vue la persistance des inégalités.

En conclusion, on peut dire que ce texte bien argumenté est soutenu par un fort engagement en faveur de l'égalité professionnelle entre les sexes, mais on peut regretter qu'il ne capte pas toute la complexité de cette lutte, dès lors qu'elle doit valoir pour des femmes d'horizons sociaux et culturels divers.

*Esther Maddy Rootham  
University of Oxford*

*School of Geography and the Environment  
Esther.rootham@ouce.ox.ac.uk*

Grimpe, Barbara: Ökonomie sichtbar machen. Die Welt nationaler Schulden in Bildschirmgrösse. Eine Ethnographie. Bielefeld: transcript. 2010, 290 S.

Der Zustand des globalen Finanzsystems, so die Ausgangsbeobachtung von Barbara Grimpes Dissertationsschrift, ist selbst für Experten nur in sehr indirekter Weise sichtbar (S. 20). Die globale Finanzaufsicht erweist sich in dieser überaus lesenswerten Arbeit als «eine über die Welt verteilte, ungeheuer differenzierte und ständig am Laufen zu haltende *Finanzmikroskopie*» (S. 16; Hervorh. i.O.): Finanzexperten bedienen sich skopischer Systeme, um Finanzströme und Finanzierungsverhältnisse überblicken und bewerten zu können. Diese skopischen Systeme und die Arbeit der Finanzexperten an und mit diesen Systemen machen den eigentlichen empirischen Gegenstand von Grimpes Untersuchung aus.

Im Vordergrund der Untersuchung steht die von der UN Conference on Trade and Development entwickelte DMFAS-Software,

mit deren Hilfe die Verschuldung von Nationalstaaten erfasst, fortlaufend beobachtet und reguliert wird. Ein skopisches System im Sinne Karin Knorr Cetinas ist diese Software deshalb, weil sie es ermöglicht, «relativ viele und relativ weit, ja gar weltweit verstreute Daten zusammenzuführen und zu ordnen, (...) Kalkulationen (...) anzustellen, (...) Grafiken und Tabellen zu entwerfen, diese unterschiedlichen Darstellungen (...) auf Bildschirmen übersichtlich vor Augen zu führen, und diese Operationen bei Bedarf (...) immer wieder zu revidieren» (S. 25 f.). Die historischen Ursprünge dieses skopischen Systems und seiner Entwicklung macht Grimpe in der Schuldenkrise der 1970er Jahre aus, die dem globalen Schuldenmanagement einen frühen Computerisierungsimpuls verpasste (S. 41 ff.). Mit den Mitteln einer «multi-sited ethnography» untersucht Grimpe, wie eine «transnationale epistemische Gemeinschaft» (S. 24) von Finanzexperten nun an verschiedenen Orten damit beschäftigt ist, Verschuldungsverhältnisse mit den Mitteln der DMFAS-Software und den mit dieser Software verbundenen skopischen Systemen von IWF, Weltbank und nationalen Finanzverwaltungen zu beobachten und zu bearbeiten. Ihre Daten hat Grimpe während einer Reihe von Feldaufenthalten, insbesondere beim DMFAS-Programm in Genf, im argentinischen Finanzministerium und im Rahmen einer Projektreihe von DMFAS-Mitarbeitern in Indonesien erhoben und durch 22 ethnografische Interviews ergänzt. Ihren Leserinnen und Lesern vermittelt Grimpe auf dieser Basis eine tiefencharfe Vorstellung davon, wie skopische Systeme eine mikrotechnische und mikrosoziale Stabilisierung des globalen Schuldenmanagements unterstützen (S. 29), indem sie «Verbindungsfäden zwischen den Mikrodetails des Schuldendetails und ganz grossen Staatsproblemen» (S. 47) zu knüpfen erlauben.

Auf der einen Seite zeigt Grimpe, wie die DMFAS-Software in den Finanzverwaltungen von Nationalstaaten Möglichkeiten der Selbstbeobachtung eröffnet (S. 87 ff.). Die «Tiefenstruktur» (S. 92) der Software bietet

eine Reihe von Möglichkeiten, unterschiedliche nationale Regulierungsbedürfnisse im Schuldenmanagement am Bildschirm reflexiv zu operationalisieren (S. 108). Auf der anderen Seite unterstützt die Software Institutionen wie den IWF und die Weltbank bei der externen Beobachtung von Verschuldungsverhältnissen (S. 113 ff.). In Gang gesetzt wird dabei eine «rastlose Zukunftsmaschinerie des Schuldenmanagements» (Kap. 4), in der nationale Schuldenstände ständigen Revisionen und Reprojektionen unterworfen werden (S. 159). Exemplarisch hierfür sind die Benutzung und beständige Aktualisierung von Amortisationstabellen (S. 161 ff.) und kalkulationsintensive Umschuldungsverfahren (S. 184 ff.). Durchgängig findet Schuldenmanagement dabei in sozialen Situationen statt, die Grimpe als «hochtechnologische Welsituationen» (S. 219) charakterisiert.

Über skopische Systeme betten sich diese Situationen des Schuldenmanagements in eine Welt der globalen Währungsmärkte, Finanzinstitutionen, Nationalstaaten und IT-Konzerne ein. Diese Einbettung bleibt jederzeit auf das «Kaleidoskopwissen» (S. 203) der DMFAS-Experten angewiesen – nicht zuletzt aufgrund der grossen Funktionskomplexität der Software, die diese durch ihre sukzessive Erweiterung und Einstellung auf die verschiedenen globalen und nationalen Beobachtungserfordernisse über die Jahre hinweg gewonnen hat (S. 78 ff.). Ihre Komplexität verleiht der DMFAS-Software eine «akteursähnliche Eigendynamik» (S. 228), die beständig umsorgt sein will. Grimpe spricht diesbezüglich von der «technologischen Sorge um diesen skopischen Quasi-Akteur» (S. 229), die sich analog zu einer «familiären Sorge» (Arlie Hochschild) um das «Leben» und die «Krankheiten» der Software kümmert. Es bedarf der beständigen Anstrengung einer Gemeinschaft von Software- und Finanzexperten, um die Regulierbarkeit makroökonomischer Verhältnisse in den durch skopische Systeme geweiteten Mikrokosmen sozialer Situationen zu gewährleisten.

Ihre empirischen Beobachtungen nutzt Grimpe dazu, die «kritische IT-Soziologie» und deren Vorstellung einer technologischen Reduktion und Verarmung von Lebenswelten zu kritisieren (S. 237 ff.). Die DMFAS-Software sei reich an Innenwelten, die in ganz unterschiedlicher Form von ihren Nutzern «bewohnt» werden (S. 97), und «dank der ständigen technologischen Sorge ihrer Konstrukteure *auch* gegenüber historischen und sozialen Benutzungskontexten sensibel» sind (S. 240; Hervorh. i. O.). Grimpe kommentiert und kritisiert im Verlauf der Arbeit eine ganze Reihe soziologischer Erklärungsansätze und überzeugt dabei an manchen Stellen mehr – z. B. bei der Kritik an Hartmut Rosas These von den zwei Geschwindigkeit von Staat und Markt (S. 50) –, an anderen Stellen weniger, z. B. bei der Kritik am Latour'schen Begriff der Inschriften, die nicht zur Kenntnis nimmt, dass dieser Begriff in weiten Teilen der Forschung in genau der dynamischen, ständige Revision der Inschriften betonenden Form Verwendung findet, die Grimpe anmahnt (S. 111, 265). Die kritische Bezugnahme auf die IT-Soziologie geht zudem ein wenig am techniksoziologischen «state of the art» vorbei. Auch dass die formale Organisation von Regulierungsverhältnissen von Grimpe in erster Linie mittels eines recht antiquierten Bürokratiebegriffs thematisiert wird (verwiesen wird tatsächlich fast ausschliesslich auf Weber und auf «gesetzte Autorität»), enttäuscht ein wenig. Davon unbetroffen liegt die Stärke des insgesamt sparsamen theoretischen Zugriffs der Autorin allerdings gerade in der Relativierung womöglich vorschnell abstrahierender Vorstellungen globalen Schuldenmanagements, die den Blick auf vergleichweise kompakte Mikopraktiken lenkt, z. B. auf den Einsatz von Tabellen als Koordinationsmitteln (S. 161 ff.). Besonders gelungen spielt Grimpe diesen Vorzug ihrer Herangehensweise beispielsweise dann aus, wenn sie betont, wie sehr die Vorstellung einer einseitigen Politisierung von Technologie an der von ihr beobachteten empirischen Ausprägung der technologischen Sorge

vorbeigeht (S. 270): Die DMFAS-Experten wissen in ihrer Arbeit am skopischen System durchaus sorgfältig statistische und politische Zwecke zu trennen (S. 59) und achten sehr darauf, sich nicht zu einem Instrument der Weltbank (S. 120 f.) oder des IWF (S. 132) machen lassen.

Wenn man sich etwas mehr von diesem eingängig geschriebenen Buch gewünscht hätte, dann vielleicht, dass sich die Autorin etwas entschiedener trauen würde, ihren mikrosoziologischen Zugang als eigenständig theoriefähigen Forschungsansatz zur Geltung zu bringen. Die Analyse skopischer Systeme wird einerseits um die Differenzierung zwischen global-exklusiven und global-inklusiven Systemen bereichert (S. 84, 145 f.). Andererseits legt die Rekonstruktion des Schuldenmanagements als «Schuldenmanagementsituation» (S. 202) doch auch (mikro-)soziologische Fragen nahe, die über die Eigenschaften der DMFAS-Software als skopischem System weit hinausweisen. So ist an Grimpe's Schilderung der Entfaltung hochtechnologischer Weltsituationen (S. 219 ff.) auffällig, dass sich im Grunde immer ganze Serien von Situationen gleichzeitig entfalten, die über die DMFAS-Software – sei es in der beständigen Reprojektion von Schulden im Rahmen der Anwendung der Software, sei es in der Arbeit an der Software selbst – miteinander verknüpft sind. In welcher Weise verknüpft die Software also und wie verknüpft in der einzelnen sozialen Situation der Bildschirm (der prominent im Titel der Arbeit auftaucht, aber im Text selbst als Artefakt nicht sonderlich auffällig wird), eine gegenwärtige Situation mit weiteren, zeitlich und/oder räumlich nahen oder ferneren Situationen? Werden neben Schulden nicht immer auch ganze Serien (Mengen? Typen? Ketten?) von Schuldenmanagementsituationsprojekten projiziert? Und welche epistemischen Mittel der Projektion zukünftiger Situationen *en masse* bringen die Situationsteilnehmer dabei zur Anwendung? Zeigt «die» Schuldenmanagementsituation dann nicht auch eine Tendenz zur Streuung von Projektionen und Effekten über viele gleichzeitige und

zukünftige Situationen hinweg, neben Charakteristiken einer «synthetischen Situation» (Knorr Cetina) auch solche einer gleichsam zentrifugalen? Und treibt die Sorge der Teilnehmer um zentrifugale Effekte «hochtechnologischer Weltsituationen» (S. 219) die «rastlose Zukunftsmaschinerie» (S. 149) des Schuldenmanagements nicht womöglich viel unmittelbarer an, als es das vielbeschworene Tempo der Märkte jemals könnte?

Dass sich derartige Fragen überhaupt stellen, ist ein Verdienst der vorliegenden Arbeit. Die Arbeit sondiert und erweitert in beeindruckender Weise das empirische Terrain für eine Soziologie globaler Mikrostrukturen, die aus der Analyse technischer und sozialer Details ihren Antrieb für das Verständnis gesellschaftlich außerordentlich folgenreicher Regulierungssituationen gewinnen möchte und dies, wie Grimpe zeigt, tatsächlich auch kann. In einem Forschungsgebiet, das lange von Makroperspektiven auf gesellschaftliche Steuerungsprozesse geprägt war, ist dies gewiss kein kleines Verdienst.

Hendrik Vollmer  
Universität Bielefeld  
Fakultät für Soziologie  
[hendrik.vollmer@uni-bielefeld.de](mailto:hendrik.vollmer@uni-bielefeld.de)

Bourdieu, Pierre: Junggesellenball. Studien zum Niedergang der bäuerlichen Gesellschaft. Aus dem Französischen von Eva Kessler und Daniela Böhmler. Konstanz: Universitätsverlag Konstanz. 2008, 250 S.

Dass man seit kurzem auch randständigere Werke des meist zitierten Soziologen der Welt in deutscher Sprache zu lesen bekommt, verdankt sich hauptsächlich der Initiative von Franz Schultheis. Er hat nicht nur die wichtige Schriftenreihe *édition discours* des UVK, der auch das hier zu besprechende Frühwerk entstammt, lanciert, sondern auch die jüngst angekündigte und auf 14 Bände konzipierte Ausgabe sämtlicher theoretischer

und empirischer Studien Bourdieus. Diese Unterfangen und die in den letzten Jahren offenkundig gewordene, sich in der Publikation diverser einschlägiger Sammelbände bekundende Zunahme der Beschäftigung mit Bourdieu, lassen den Schluss zu, dass dieser mittlerweile wirklich auch im deutschen Sprachraum den sozialwissenschaftlichen Theoriediskurs mitdominiert. Der Eindruck, kaum eine andere soziologische Theorie werde in Deutschland gegenwärtig in dem Maße diskutiert und ausgewertet wie Bourdieus Praxistheorie, ist keineswegs selbstverständlich, galt doch in den 1990er Jahren die weit verbreitete Einschätzung, in der deutschen Diskussion sei für eine Sozialtheorie Bourdieuschen Zuschnitts kein Platz. Zu dem seit geraumer Zeit zu beobachtenden Trend, Bourdieus Soziologie wieder verstärkt für die Diskussion fruchtbar zu machen, ist sicher auch die Aufarbeitung der bislang noch wenig erschlossenen, frühen Werkphase zu zählen, in welcher der Autor nach eigenem Bekunden eine «Konversion» im Sinne einer «Hinwendung von der Philosophie zur Ethnologie oder Soziologie» (S. 9) durchlebte. Bekanntlich hat Bourdieu vor seinem Tod noch persönlich die Neuauflage seiner frühen ethnographischen und zumeist entlegen verstreuten Werke – unter der Assistenz von Franz Schultheis – angestrengt und neu kommentiert. Somit liegt uns ein originäres Zeugnis über Bourdieus eigene Einschätzung der aktuellen Relevanz dieser Arbeiten vor, zu der – neben dem *Junggesellenball* – auch *Die zwei Gesichter der Arbeit. Interdependenzen von Zeit- und Wirtschaftsstrukturen am Beispiel einer Ethnologie der algerischen Übergangsgesellschaft* (2000) und *Pierre Bourdieu in Algerien. Zeugnisse der Entwurzelung* (2003) zu zählen sind. Eine erste systematische Auslegung der werkgenetischen Bedeutung der ersten wissenschaftlichen Gehversuche Bourdieus beansprucht ebenfalls deren Initiator und Herausgeber Schultheis, in seinem Buch *Bourdieu Wege in die Soziologie* (2007) vorgelegt zu haben. In der Tat bilden Primär- und Sekundärquelle aufgrund der angedeuteten spezifischen editionsgeschichtlichen Konstel-

lation im vorliegenden Fall einen besonders engen inhaltlichen Zusammenhang. Die von Schultheis entwickelte These von der dauerhaften Prägung des Bourdieuschen Gesamtwerks durch seine frühen wissenschaftlichen Lehrjahre lässt sich durch die Lektüre des *Junggesellenballs* nicht nur besser nachvollziehen, sondern konkretisieren. Dies soll im zweiten Teil dieser Besprechung expliziert werden. Angesichts des Sachverhalts, dass Bourdieu selbst gelegentlich auf diesen engen Zusammenhang des ethnologischen Frühwerks mit seiner späteren Sozialtheorie hingewiesen hat, ist es für Schultheis umso erstaunlicher, dass sich die Rezeption dieser Rekonstruktionsaufgabe bis in die Gegenwart fast vollständig entzog. Er verweist lediglich auf eine zu ihm in Konkurrenz stehende Analyse des Verhältnisses zwischen Bourdieus Soziologie und Anthropologie in Lahouari Addis Studie *Sociologie et anthropologie chez Pierre Bourdieu* (2002). Addi hatte darin die These entwickelt, Bourdieus Sozialtheorie kreise um ein «kabylisches Paradigma», das sich im Ausgang seiner frühesten ethnographischen Arbeiten in der zweiten Hälfte der 1950er Jahre entfaltet. Nicht die prinzipielle Stoßrichtung von Addis Behauptung wird beanstandet, sondern deren in zweifacher Hinsicht einseitige Durchführung. Zum einen werde Bourdieus Erfahrung mit den Kabyle zu Unrecht verallgemeinert und um weitere zentrale algerische Erfahrungs-kontexte reduziert. Der zweite Einwand ist für den vorliegenden Problemzusammenhang von zentraler Relevanz, zielt er doch über die geographische Vereinseitigung hinaus auf eine werkgenetische: Die Studien zur Kabyle, so Schultheis, seien in systematischer Hinsicht nicht isoliert für sich zu betrachten, sondern bilden mit den Untersuchungen, die Bourdieu nach Beendigung seines Militärdienstes 1959/1960 im französischen Béarn, seiner Heimatprovinz, durchführt, einen einzigen, thematisch zusammenhängenden Komplex. Nicht nur in chronologischer, sondern auch und insbesondere in inhaltlicher Hinsicht zeigen sich also Überlappungen. In jenem *Sozialer Sinn* beschreibt er das Motiv für die

Übertragung seiner Untersuchungsfragen von dem algerischen Kontext auf denjenigen seiner Heimat als eine bewusste Gegenprobe seiner dort resümierten Befunde. Beide Regionen betrachtet der angehende Soziologe als Gesellschaften im Übergang, anhand derer sich die Wechselwirkungen und sich daraus ergebenden Entwicklungsdynamiken von globaler ökonomischer Logik einerseits und der durch die jeweils vorhandenen Traditionen und Weltanschauungen geprägten kulturellen Eigenlogik andererseits studieren lassen. Schultheis' Vorschlag, von einem umfassenderen «mediterranen Paradigma» zu sprechen, erscheint daher als angemessen. Auch die zu dieser Schlussfolgerung zunächst widersprüchlich scheinende Beobachtung, dass die Verweise auf den algerischen Kontext im *Junggesellenball* spärlich ausfallen, mag man letztlich wiederum als Beleg dafür werten, wie weitgehend Bourdieu den Mittelmeerraum als eine homogene kulturelle Einheit auffasste.

Gewiss muss man die Intensität von Bourdieus Beschäftigung mit Algerien im Vergleich zu den Béarn-Studien als gründlicher und nachhaltiger werten, was sich nicht zuletzt auch in der ungleich stärkeren Rekursnahme auf die Algerien-Studien in seinen späteren sozialtheoretischen Arbeiten widerspiegelt. Wie Bourdieu in dem ein halbes Jahr vor seinem Tod verfassten Vorwort – konkordant mit S. 68–73 seines *Soziologischen Selbstversuchs* (2002) – andeutet, liegt der Wert der hier erstmals versammelten Aufsätze eher im Dokumentarischen als im Systematischen und möge denjenigen angehen, der sich für die Entwicklungslogik einer Forschungsperspektive interessiert (S. 9). Tatsächlich repräsentiert die Textzusammenstellung Bourdieus Reflexionsstand zu ganz unterschiedlichen Zeitpunkten. Über die Hälfte des Buches nimmt der Aufsatz *Ehelosigkeit in der bäuerlichen Gesellschaft* aus dem Jahre 1962 ein. Zwei weitere Aufsätze, die sich des Forschungsmaterials aus dem Béarn annehmen, wurden 1972 bzw. 1989 verfasst. Aus nicht ersichtlichen Gründen ist der mit Marie-Claire Bourdieu verfasste Artikel *Le*

*paysan et la photographie* aus dem Jahre 1965, der das Verhältnis der Bauern zum Medium der Fotografie beschreibt, nicht in den Band mit aufgenommen – was angesichts der Zentralität des Themas der symbolischen Gewalt im *Junggesellenball* überrascht.

Im Vergleich nimmt das Gewicht der Theorie gegenüber der Deskription sozialer Praktiken von den frühen zu den späten Aufsätzen zu. Der erste und ausführlichste Beitrag folgt dem Argumentationsduktus einer Ethnografie, der es weniger auf analytische Finesse, denn auf Präzision, Tiefe und Vollständigkeit der Datenerfassung und -dokumentation ankommt. Bourdieu kennzeichnet seine frühe Haltung als «objektivistische Zurückhaltung» (S. 11) und rechtfertigt seine «nicht ohne Perversität betriebene Askese der Initiation» (S. 10) mit dem Gefühl, ansonsten «eine Art Verrat zu begehen» (S. 11) – und zwar an den von ihm interviewten ehemaligen Mitbewohnern aus seiner Heimatgegend. Hier reflektiert sich auch das zu einem späteren Zeitpunkt formulierte Leitmotiv der Studie, nämlich Lévi-Strauss' «*Traurige Tropen* spiegelverkehrt zu schreiben» (S. 11). Anders als Lévi-Strauss wollte Bourdieu keiner unbekannten Kultur begegnen, sondern einer ihm wohl vertrauten. Ging es ihm doch gerade nicht – wie Lévi-Strauss – um die Herstellung eines «erhabenen» Beobachtungsstandpunktes, als vielmehr um die Vermittlung der verschiedensten Standpunkte der beobachteten Menschen – eine Vorgehensweise, die er später in *Das Elend der Welt* (1997) erneut einschlagen wird. Nicht das Entfremden des beobachtenden Forschers von den Besonderheiten und Einmaligkeiten einer Kultur ist Bourdieus Forschungszweck, sondern die Beobachtung der Entfremdung der pyrenäischen Bauern von ihren traditionellen Werten und Gebräuchen.

Der Aufwand, den der junge Bourdieu betreibt, um das Phänomen der zunehmenden Ehelosigkeit unter den Bauern zu dokumentieren und dessen Ursachen zu beleuchten, ist wahrlich beachtlich. Wie in seinen klassischen kultursoziologischen Ar-

beiten zur französischen Gesellschaft bringt er hierbei parallel qualitative wie quantitative Methoden in Anschlag. Da eine Erklärung dieser Veränderungsdynamik die Kenntnis des komplexen Systems der Eheschließungen voraussetzt, wendet Bourdieu den meisten Platz zur Skizzierung der Spielregeln, der unterschiedlichen individuellen Handlungsoptionen und -schränken auf. Dazu bedient er sich häufig den originären Beschreibungen seiner interviewten Personen. Das Heiratsystem in der bäuerlichen Gesellschaft des Béarn wird bestimmt von ökonomischen Parametern wie der Knappheit des Geldes, der Transparenz der ökonomischen Verhältnisse aller Dorfbewohner und dem symbolischen Kapital der einzelnen Familien. Dies bedingt, dass Heiratsstrategien in diesem Kontext eine zutiefst ökonomische Relevanz erhalten, stellen sie doch das zentrale Mittel zum Erhalt des Familienbesitzes dar. Das ausgezeichnete Medium hierfür bildet die Mitgift, die sowohl den weiblichen wie männlichen Geschwistern der Erstgeborenen bei einer Heirat zufällt. Sie hat in der Praxis eher symbolischen als ökonomischen Wert, da ihre Höhe zugleich die soziale Stellung innerhalb der neuen Familie festlegt. Insbesondere in jenen Fällen, in denen reiche Töchter in weniger affluente Familien einheiraten, wird die Mitgift aus Angst, sie eines Tages zurückzahlen zu müssen, zumeist nicht angetastet. Daher sind es insgesamt nur zu einem sehr geringen Teil ökonomische, sondern eher soziale Kriterien, welche die Heiratsstrategien leiten. Letztere bedingen, dass «Nach-oben-Heiraten» und «Nach-unten-Heiraten» (S. 33) sehr selten sind. Zugleich reproduziert sich über diesen Mechanismus die gesellschaftliche Hierarchie insgesamt.

In diesem ausgeklügelten System von Heiratschancen hat auch die Ehelosigkeit eine bestimmte Funktion. Sie kann beispielsweise verhindern, dass das Land der Familie aufgeteilt werden muss, etwa in dem Falle, dass eine Familie nicht über genügend Bargeld verfügt, um den jüngeren Geschwistern das Recht einer Mitgift zuteil werden lassen. In anderen Fällen garantiert

die Ehelosigkeit jüngerer Geschwister den Erhalt von Arbeitskraft zur Bearbeitung des Bodens (im Falle der jungen Männer) oder zur Pflege der Eltern (im Falle der jungen Mädchen). Lediglich die Ehelosigkeit der Erben bzw. der Erstgeborenen stellt hier eine Anomalie dar.

Bourdieu beobachtet in seiner Untersuchung eine seit dem Ersten Weltkrieg zunehmend auftretende, pathologische Form der Ehelosigkeit, die er als «Zeichen der Krise» der gesellschaftlichen Ordnung wertet (S. 54). Sie zeigt sich darin, dass die Ehelosigkeit immer weniger mit der Situation des Individuums in der Sozialhierarchie zusammenhängt, sondern über geographische Herkunft determiniert wird. Dorfbewohner bleiben folglich zu einem wesentlich höheren Anteil Junggesellen als Stadtbewohner (S. 59). Zum anderen zeigt sich in den Statistiken, dass deren Wahrscheinlichkeit mit sinkender Position in der Sozialhierarchie zunimmt (S. 54). Schließlich wird darin auch eine geschlechtliche Differenzierung erkennbar, die anzeigt, dass weit weniger Frauen als Männer von Ehelosigkeit betroffen sind (S. 59). Als Erklärungsursachen bringt Bourdieu verschiedene Entwicklungsfaktoren in Anschlag, welche insgesamt zu einer «grundlegende[n] Umwälzung» (S. 60) des Systems der ehelichen Tauschbeziehungen führten. Dazu zählen ökonomische Faktoren, wie die nach dem Krieg einsetzende Inflation, die das Gleichgewicht zwischen Mitgift als Erbe und Mitgift als Schenkung unterminiert (S. 61). Als einschneidender Wertewandel aus, der die elterliche Autorität unterhöhlt und insgesamt das von kollektiven Werten geprägte Normensystem durch die «Logik des individuellen Wettbewerbs» (S. 63) ersetzt: die in den Weilern noch beharrlich gepflegten Traditionen treten in zunehmenden Gegensatz zu den Dörfern, welche sich allmählich an städtischen Vorstellungen zu orientieren begannen. Diese Beziehungen reflektieren die Statistiken zur geographischen Struktur der Heiratskreise auf eindrückliche Weise. Die Bauern des Béarn erscheinen in

Bourdies Beschreibung somit auf ähnliche Weise als Verlierer der kapitalistischen Modernisierung wie die kabylischen Bauern, deren Schicksal er in *Le déracinement* (1964) detailliert analysierte. So darf man sich in der Tat darüber wundern, weshalb Bourdieu seine Befunde aus beiden Kontexten nicht zusammenbrachte.

Was diese frühe Arbeit zur bäuerlichen Kultur ebenfalls beeindruckend vermittelt, ist die Erkenntnis, wie sehr Bourdieus spätere Denkentwicklung von den hier dominanten Themen- und Problemstellungen geprägt ist. Zur Erläuterung der kulturellen Ausschließungs- und Entfremdungsmechanismen hat Bourdieu nämlich bereits 1962 das Habituskonzept zur Hand (S. 107). Im Vergleich zu späteren Formulierungen scheint dieses hier allerdings noch enger an Marcel Mauss' Verständnis in dessen Aufsatz «Körpertechniken» orientiert, denn es bleibt hier ausschließlich an körperlich vermittelte Erfahrungen gebunden und ignoriert die in den klassischen konzeptuellen Schriften stärker betonten kognitiven und sozialgeschichtlichen Aspekte des Habitus weitgehend. Bourdieu erörtert sehr ausführlich, dass die Bauern durch die Begegnungen mit der fremden Stadtkultur ein von außen geformtes Selbstbild verinnerlichen und in der Folge ein Schamgefühl entwickeln, das ihnen ein ständiges Bewusstsein über ihren minderwertigen Status als «verbäuerlichte Bauern» (S. 110) vermittelt. Bereits im zweiten Aufsatz von *Junggesellenball*, der zehn Jahre später auf die Primärstudie folgt, wird das Habituskonzept dazu verwendet, die Heiratsstrategien selbst «als das Produkt des *habitus*» (S. 199) im Sinne des unbewussten Sinns für die Regeln des Spiels zu erklären.

Mehr als nur angedeutet finden sich in dem Frühwerk auch verschiedene Mechanismen der Produktion symbolischer Macht und Gewalt, die er in diversen späteren Werken weiter entwickeln wird. Als Beispiele für die unbewusste Anpassung und Verinnerlichung stereotyper Identitätsmuster, die über den Habitus funktionieren, lassen sich neben dem erwähnten Typus des «verbäuerlichten

Bauern» auch die sich den städtischen Rollenmodellen anpassenden Bauerntöchter anführen, welche die Angebote des französischen Kultursystems sogar als «Zeichen der Befreiung» (S. 115) erkennen. Auch Sprache als Symbol für Herrschaft wird in ihrer ausgrenzenden Wirkung erörtert. Im Gebrauch der französischen Sprache, so führt Bourdieu aus, erzwingt sich die dominante Gesellschaft die Ehrerbietung des ansonsten allem Städtischen distanziert gegenüberstehenden Bauern (S. 96).

Der die symbolischen Dimensionen der ökonomischen Herrschaft speziell hervorkehrende letzte Teil des Buches dokumentiert nicht nur am Eindrücklichsten Bourdieus theoretische Reifung, er bringt auch die früheren Argumente prägnanter auf den Punkt. Hier tritt nun auch die Schule in ihrer Funktion als «Instrument symbolischer Herrschaft» (S. 231) zusätzlich in das Bild. Die Effekte der «unendlich subtilen Logik jener symbolischen Gewalt» (S. 240) auf die Bauernschaft, die er treffend als «*Klasse für andere*» (S. 247) charakterisiert, schildert Bourdieu so differenziert wie in kaum einem anderen Werk: von «eine[r] Spaltung des Bewusstseins und Verhaltens» (S. 229), einem «Verlust ihrer *certitudo sui*» (S. 230), dem «Entwurzelungseffekt» (S. 233), einem «Demoralisierungseffekt» (S. 234) als «besondere Form der *self-fulfilling prophecy*» (S. 235) ist hierbei die Rede. Die tückische Verknüpfung dieser Faktoren erklärt letztlich, weshalb die Bauern in einer Weise handeln können, die ihre Reproduktion in Frage stellt.

Es bleibt zu resümieren, dass der *Junggesellenball* nicht nur für sich eine lesenswerte ethnografische Einzelstudie über den Effekt des «Übergangs von einem lokalen Markt zu einer Marktwirtschaft» (S. 223f.) in einem ländlichen Kontext darstellt, sondern tatsächlich – wie es Bourdieu in seinem Vorwort andeutet – wichtige Erkenntnisse über die Entwicklung seines Denkens und insbesondere über die enge Verknüpftheit zwischen empirischer Forschung und Theoriearbeit liefert.

Daniel Šüber  
Universität Luzern  
*Kultur- und Sozialwissenschaftliche Fakultät,  
Soziologisches Seminar  
6000 Luzern 7  
Daniel.Suber@unilu.ch*

Sven Kesselring und Gerlinde Vogl: Betriebliche Mobilitätsregime. Die sozialen Kosten mobiler Arbeit. Berlin: Edition Sigma. 2010, 211 S.

Seit Ende der 1990er Jahre ist räumliche Mobilität auch jenseits von Wohnstandortwechseln zu einem bedeutenden Thema der Soziologie und allgemein der Sozialwissenschaften geworden. Ausgehend von den zunächst vorwiegend theoretischen Arbeiten des britischen Soziologen John Urry und anderen hat sich das new mobilities paradigm entwickelt, das inzwischen mit empirischer Forschung von beachtlicher Breite und Tiefe aufwarten kann. Sven Kesselring und Gerline Vogl haben hierzu mit qualitativ-empirischen Studien wichtige Beiträge geliefert. Ihr neues Buch «Betriebliche Mobilitätsregime» trägt einen weiteren Mosaikstein bei.

Es geht um das weder in der Verkehrs(ingenieurs)wissenschaft noch in der Verkehrsökonomie oder der Verkehrsgeografie angemessen beachtete Feld der Dienstreisen. Dienst- und Geschäftsreisen waren in den letzten Jahrzehnten neben dem Urlaubsverkehr das am schnellsten wachsende Verkehrssegment. Sie sind in äußerst starkem Maße durch die Nutzung des Pkw und des Flugzeugs geprägt und insoweit in deutlich stärkerem Maße umweltrelevant als es ihrem Anteil am Wegeaufkommen oder auch am Gesamtverkehr entspricht. Zudem werden sie aufgrund ihres grenzüberschreitenden Charakters in der amtlichen Verkehrsstatistik unterschätzt. Aus Analysen des Fernverkehrspanels INVERMO wissen wir, dass sie sozial äußerst selektiv sind und nur ein sehr geringer Anteil der Bevölkerung in starkem Maße zum Dienst- und Geschäftsreisever-

kehr beiträgt: Wenige reisen viel, viele reisen wenig oder gar nicht.

Um Mengenabschätzungen, Umweltfolgen und soziale Verteilungen geht es in diesem Buch allerdings nur am Rande. Im Zentrum stehen soziale Kosten im Sinne des subjektiven Erlebens von Belastungen durch die Reisenden. Diese hängen neben der Häufigkeit, Dauer und Verteilung des Reisens von familiären und anderen lebensweltlichen Kontexten sowie eben vom Umgang mit diesen Reisen im Betrieb ab – vom betrieblichen Mobilitätsregime, das in formellen und informellen Regelungen, Vereinbarungen und Normen das Reisen betreffend besteht. Gleichzeitig werden auch die positiven Seiten des Reisens, die Bereicherung, die Anerkennung, der Aufbau von Kompetenzen und die damit verbundene Freiheit thematisiert. In diesem Spannungsfeld eröffnen sich ambivalente Deutungen der Mobilität seitens der Beschäftigten.

Nach einer kurzen Einleitung spannt das Autorenduo einen weiten theoretischen Kontext auf, der sich vor allem auf die Arbeiten von John Urry und Ulrich Beck, aber auch auf Zygmunt Bauman's «liquid modernity» und Manuel Castells' «Netzwerkgesellschaft» und andere Zeitdiagnosen stützt. Das dadurch eröffnete Feld wird etwas redundant, aber souverän und systematisch auf die Fragestellung des Buches bezogen. Die Erörterungen werden immer wieder zu vorliegenden empirischen Studien in Bezug gesetzt, im deutschen Sprachraum etwa auf die Arbeiten von Norbert Schneider und anderen, die vor allem die familiären (weniger die betrieblichen) Folgen hoher beruflicher Mobilität untersucht haben. Nach dem theoretischen Hintergrund wird die Methodik der empirischen Studie kurz dargestellt, die auf qualitativen Interviews mit 41 Beschäftigten und 17 Experten und Expertinnen (Personalverantwortliche, Betriebsräte und andere) sowie einer Gruppendiskussion beruht. Die systematische Auswahl von Beschäftigten lässt dabei Fragen bezüglich möglicher Verzerrungen offen. Beispieleweise dürften Frauen gerade wegen ihres fast

50-prozentigen Anteils an der Stichprobe gegenüber ihrer Beteiligung an Dienst- und Geschäftsreisen deutlich überrepräsentiert sein. Auch ein Fokus auf Hochqualifizierte und Gutverdienende drängt sich häufig auf, ohne dass dies recht deutlich wird, obwohl es für die Interpretation der Beanspruchungen der Beschäftigten wichtig wäre.

Zwei empirisch-analytische Kapitel rekonstruieren anhand des qualitativen Materials betriebliche Mobilitätsregime sowie deren soziale Kosten. Interviewbelege werden überzeugend und differenziert interpretiert. Sie zeigen deutlich den ambivalenten Charakter von Dienstreisen. Auf der einen Seite sind die Beschäftigten in enge Korsetts aus Regelungen und strikten Verhaltenskodexen eingebunden, sowohl bei Kunden, Kollegen und Kooperationspartnern am Zielort als auch in hochgradig standardisierten Transiträumen. Auf der anderen Seite handeln sie immer wieder (gezwungenermassen!) in teilweiser Autonomie, Kreativität, Selbstverantwortung und durchaus auch Selbstverwirklichung, während das Unternehmen sich durch die Abwesenheit der Reisenden einem gewissen Kontrollverlust gegenüber sieht.

Einen Saldo aus positiver und negativer Bewertung aus Sicht der Reisenden zu bilden erscheint schwierig. Auffallend ist jedoch, dass die positiven Elemente etwas blass bleiben. So gab offenbar keiner der 41 Befragten an, früher als erforderlich anzureisen, um die Dienstreise mit kulturellen Events oder Sightseeing zu verbinden (S. 136). Insofern könnte es sich bei den positiven Bewertungen durchaus auch um Ex-Post-Rationalisierungen handeln.

Zwei weitere Kapitel widmen sich Prinzipien für eine reflexive Mobilitätspolitik der Betriebe sowie den Möglichkeiten für eine Gestaltung betrieblicher Mobilitätsregime. Die betriebspolitischen Schlussfolgerungen des Buches sind von einer gewerkschaftlichen Perspektive geprägt (die Studie wurde von der Hans-Böckler-Stiftung gefördert), fordern den gewerkschaftlichen Fürsorgeanspruch allerdings durchaus heraus, etwa in der Forderung nach mehr Expertentum in eigener

Sache seitens der Beschäftigten (S. 186). Die Autorin und der Autor behalten Augenmaß in ihrer Forderung nach mehr Flexibilität und Anerkennung für die Beschäftigten; eine anklagende Haltung gegenüber der Arbeitgeberseite ist nirgends zu spüren.

Zum Abschluss des Buches wird der eigene Fokus der sozialen Nachhaltigkeit selbstkritisch zu einer gesamt-nachhaltigen Perspektive unter Berücksichtigung ökologischer und ökonomischer Aspekte als Basis einer qualifizierten Mobilitätspolitik erweitert. Hierzu wage ich die ungeschützte These: Bevor es soweit kommt, geht das Öl zur Neige und globale Dienstreisen werden stark dezimiert und/oder entschleunigt sein.

Joachim Scheiner  
Technische Universität Dortmund  
Fakultät Raumplanung  
Fachgebiet Verkehrswesen  
und Verkehrsplanung  
August-Schmidt-Straße 10  
D-44221 Dortmund  
[joachim.scheiner@tu-dortmund.de](mailto:joachim.scheiner@tu-dortmund.de)

Susanne Brüggen, Kathrin Keller, Achim Brosziewski: Zwischen Engagement und Professionalität. Organisationsformen von Freiwilligenarbeit am Beispiel einer Initiative im Kanton Thurgau. Reihe «Freiwilligkeit». Zürich: Seismo. 2011, 156 S.

Freiwilligenarbeit ist in den letzten Jahrzehnten zu einem öffentlichen und wissenschaftlichen Trendthema geworden, dem sich aus unterschiedlichen Perspektiven genähert wird. Allerdings waren bisher kaum soziologische Arbeiten darunter. Umso erfreulicher ist, dass die Autor(inn)en Brüggen, Keller und Brosziewski hier verstärkt eine solche Sichtweise einnehmen und auch auf entsprechende soziologische Literatur verweisen. Die Tatsache, dass die Arbeitsgruppe an einer Pädagogischen Hochschule angesiedelt ist, spricht für die Forschungsqualität an einer solchen Institution der Lehrerausbildung;

zugleich erstaunt die Vernachlässigung dieses Themas in der universitär verorteten Soziologie.

Die Fallstudie der Autorenschaft widmet sich in sieben Kapiteln der Komturei Tobel, einer Initiative im Thurgau, in der drei Formen von Freiwilligenarbeit expliziert werden konnten. Hierbei soll die erfolgreiche Organisation freiwilligen Engagements aufgezeigt werden, welche die Motive der Beteiligten mit den Strukturen professionalen Arbeitens vereinbart. Die zentrale These des Buches lautet dabei, «[...] dass es bei der Organisation freiwilligen Engagements in erster Linie darauf ankommt, Gelegenheiten für soziale Praktiken bereitzustellen, die für die biographische Selbstbestimmung der Beteiligten bedeutsam sind» (S. 7).

Die Einleitung spezifiziert zunächst den Gegenstand der Freiwilligkeit näher und stellt die Fragestellung der Untersuchung vor. Hier verfolgen die AutorInnen eine weite Engagementdefinition und verweisen auf die Vielfalt an Begrifflichkeiten und das weite Spektrum des Gegenstands, welches nach wie vor die Engagementforschung vor Probleme stellt. Insofern überrascht die Offenheit des Begriffs in Anbetracht des qualitativ-explorativen Untersuchungsdesigns nicht. Freiwilligenarbeit wird hier im Kontext eines gesellschaftlichen Wandlungsprozesses diskutiert, in dem ein aktivierender Staat mehr Eigenverantwortung von seinen Bürgern und Bürgerinnen einfordert. Gleichzeitig beeinflusst der Prozess der Individualisierung die auftretenden Formen von Freiwilligenarbeit, die häufig nur vorübergehend existieren. Aufgrund dieser Argumentation greifen die AutorInnen das Konzept der biographischen Passung auf, um die Organisation von Freiwilligenarbeit zu untersuchen. «Organisationen bieten Gelegenheiten zur Freiwilligenarbeit, wenn sie Mitglieder durch biografiebestimmte und biografiebestimmende Motive [...] zur Partizipation gewinnen können» (S. 12). Diese Perspektive erlaubt auch eine Annäherung an das Problem der Professionalisierung von Freiwilligenarbeit, das in letzter Zeit zunehmend diskutiert wird.

Neben statistischen Angaben und einer Einschätzung der Freiwilligenarbeit in der Schweiz widmet sich die Einleitung ausserdem einer kurzen Vorstellung der organisatorischen Kontexte der Komturei Tobel mit den beiden Elementen der Stiftung und des Vereins der Komturei sowie den dort angesiedelten Mieter Workcamp Switzerland und Stiftung Zukunft, die jeweils als unterschiedliche Ausprägungen von Freiwilligkeit untersucht wurden. Schliesslich wird das methodische Vorgehen der Untersuchung erläutert. Die qualitativ-explorative Herangehensweise scheint aufgrund der Vielschichtigkeit und Flexibilität des Feldes richtig gewählt, um ein genaueres Bild der Organisation von Freiwilligenarbeit zeichnen zu können; eine Tatsache, die andere Studien oftmals vernachlässigen. Neben qualitativen Interviews wurden auch teilnehmende Beobachtungen und Dokumentanalysen als Erhebungsinstrumente herangezogen. Als analytische Ebenen wurden die organisationalen Kontextbedingungen, die sozialen Praktiken und die biographischen Sinnhorizonte mit Hilfe eines kontrastiven Vergleichs im Rahmen eines zirkulären Forschungsprozesses untersucht.

Kapitel zwei stellt mit der Honoratiorentätigkeit die erste Organisationsform von Freiwilligenarbeit vor, die besonders in der Selbstverwaltung der Komturei Tobel im eignen gegründeten Verein und der zugehörigen Stiftung ausgemacht wird. Wie die folgenden Kapitel, ist auch dieses in eine Einleitung, eine Vorstellung der Organisation, in die Darlegung der biographischen Sinnhorizonte der Beteiligten sowie in die Analyse der Praxis der Freiwilligenarbeit unterteilt. Das dritte und vierte Kapitel beschäftigt sich jeweils mit einem Mieter auf dem Gelände der Komturei, nämlich dem Verein Workcamp Switzerland sowie der Stiftung Zukunft. Hier werden die Organisationsformen des freiwilligen Engagements als Volunteering bzw. als Lernarbeit bezeichnet. Nach diesen ausführlichen Beschreibungen des empirischen Materials, die den grössten Teil des Buches einnehmen, folgt in Kapitel fünf

der Versuch einer Typologie der vorgefundenen Freiwilligenformen. Da der Untersuchungsgegenstand im ländlichen Raum des Thurgau angesiedelt ist, dient Kapitel sechs der Kontrastierung mit einer vergleichbaren Initiative, dem Haus der Eigenarbeit in München. Damit wird methodisch konsequent durch die Gegenüberstellung der Verortung im ländlichen gegenüber dem städtischen Kontext die Aussagekraft der Studie erhöht. Das letzte Kapitel bildet das aufschlussreiche Fazit der Untersuchung.

Der Autorenschaft gelingt es methodisch sorgfältig und schlüssig, den bei genauerem Hinsehen höchst komplexen und sich stetig wandelnden Gegenstandsbereich des freiwilligen Engagements soziologisch zu beschreiben. Damit liefern sie eine längst überfällige Ergänzung zur oftmals an der Oberfläche verbleibenden Engagementforschung, der es – überspitzt formuliert – genügt, «Spass» als Hauptmotiv der Engagierten zu beschreiben und als Erklärung zu proklamieren. Der qualitativen Sozialforschung kann eine solche Perspektive nicht genügen. Den Autorinnen und dem Autor gelingt es, sich den Bedingungen zu nähern, unter denen Freiwilligenarbeit dauerhaft möglich wird. Statt die negative Abgrenzung einer Definition von Freiwilligenarbeit zu Recht und Geld zu akzeptieren, suchen sie nach einer positiven Charakterisierung. Allgemeine Werte können dabei ebenfalls keine klare Erklärungsebene darstellen, da sie nicht aufzeigen können, warum sich manche Personen engagieren und andere nicht. Stattdessen wird im vorliegenden Buch deutlich, wie sich Freiwilligenorganisationen bereits in ihrer Struktur auf die biografischen Bedürfnisse und Unbestimmtheiten ihrer potentiellen Engagierten einstellen und die Vereinbarkeit von individuellen Bedürfnissen und Interessen mit der sozialen Praxis gewährleisten müssen, um Engagement überhaupt zu ermöglichen. Nur durch diese Konstellation wird die soziale Praxis des Engagements nicht als Fremdbestimmung, sondern als für die Individuen sinnstiftende Tätigkeit wahrgenommen, welche klassische Motivationsmittel substituieren

kann. Erfolgreiche und damit professionelle Freiwilligenorganisationen haben die Stärke, Gelegenheiten auch durchaus flexibel zu gestalten, in denen eine Verknüpfung biographischer Unbestimmtheiten mit sozialen Praktiken möglich wird.

Allerdings ist zu bemerken, dass die untersuchten Strukturen eine grosse Parallele zu Organisationen aufweisen, die im Arbeitsmarkt professionell tätig sind. Vereins- und Stiftungsstrukturen mit Vorständen und Aufsichtsräten im Freiwilligenbereich kopieren die Verfahrensweisen ihrer an den Motiven Geld und Recht ausgerichteten Äquivalente der Unternehmen. Zwar ist anzunehmen, dass eine Passung der Organisationsform mit den biografischen Strukturen der Engagierten auch in lose oder kaum strukturierten Initiativen oder Projektzusammenschlüssen gegeben sein muss, doch wurden solche Tätigkeiten hier nicht behandelt. Die Abgrenzung des Freiwilligenbereichs von dem des Hobbys stellt gerade bei kulturellen Initiativen eine grosse Herausforderung dar.

Es muss allerdings bemerkt werden, dass im Unterkapitel «Freiwilligenarbeit in der Schweiz» (S. 13) Zahlen einer Untersuchung von 1996 aufgegriffen werden, obwohl mit dem Freiwilligen-Monitor die grösste quantitative Untersuchung zum Thema in der Schweiz nach 2006 mittlerweile mit Ergebnissen der zweiten Welle von 2009 verfügbar ist. Auch wenn Brüggen, Keller und Brosziewski einen der Hauptautoren der Studie zitieren, verschweigen sie diese selbst kategorisch und erwähnen sie auch nicht im Literaturverzeichnis. Dies verwundert vor allem deshalb, weil der Freiwilligen-Monitor in der gleichen Reihe «Freiwilligkeit» der Schweizerischen Gemeinnützigen Gesellschaft erschienen ist, wie das hier rezensierte Buch. Zwar bleibt diese Absenz für die positive Gesamtleistung des Buches unerheblich, doch hätte vor allem die dort etablierte Unterscheidung zwischen formeller und informeller Freiwilligkeit, die sich durch die vorhandene oder nicht existierende Einbindung in eine Organisation definiert, im

Rahmen dieser Studie positiv oder ablehnend aufgegriffen und diskutiert werden können.

In der Gesamtheit überwiegt der positive Beitrag, den die qualitative Perspektive der Studie der Engagementforschung insgesamt hinzufügt und diese damit um spannende Aspekte bereichert. Die intensive Verknüpfung der Organisation mit den darin engagierten handelnden Individuen ist eine wesentliche Erkenntnis, die insbesondere für Fachpersonen von Interesse sein dürfte. Gleichwohl sollte sich die Soziologie insgesamt durch dieses positive Beispiel darin bestärkt fühlen, sich vermehrt dem Thema Freiwilligenarbeit anzunehmen und dieses spannende gesellschaftliche Phänomen nicht ausschliesslich den Nachbardisziplinen zu überlassen. Die Arbeit von Brüggen, Keller und Brosziewski zeigt einen vielversprechenden Weg auf, sich den nach wie vor offenen Problemen der Engagementforschung soziologisch anzunehmen.

*Patrick Pfeuffer  
Pädagogische Hochschule Zentralschweiz  
6300 Zug  
patrick.pfeuffer@phz.ch*

Rudolf Stichweh: *Der Fremde: Studien zu Soziologie und Sozialgeschichte*. Frankfurt am Main: Suhrkamp Verlag. 2010, 213 S.

#### I.

Im sozialwissenschaftlichen Diskurs werden mit dem Begriff des Fremden nicht selten Migrantinnen und Migranten thematisiert, und es wird vornehmlich auf primäre Differenzen oder auf kulturelle, religiöse oder ethnische Zugehörigkeiten hingewiesen, um die Wahrnehmung und Kategorisierung eines Menschen als «Fremder» zu erklären. Dabei gerät in der Regel aus dem Blick, dass es «die Fremdheit» oder «den Fremden» unabhängig von sprachlichen Bezugnahmen nicht gibt. Im Gegensatz zu solchen Begriffsverwendungen rekurriert Rudolf Stichweh auf

semantische Leitunterscheidungen, die den Anderen als «Fremden» hervortreten lassen. Für den systemtheoretisch argumentierenden Soziologen ergibt sich Fremdheit immer aus der Perspektive derjenigen, die sie – veranlasst von strukturellen und subjektiven Faktoren – anderen zuschreiben oder die Andersheit des Anderen als Fremdheit erfahren. Zugleich betont er, dass die «soziale Erfahrung der Fremdheit» von jener der «Andersheit» zu unterscheiden ist. Die Erfahrung der Andersheit ist die Voraussetzung des Ich-Erlebnisses, das sich aus der «Differenz zur Andersheit eines Anderen» ergibt. «Fremdheit hingegen liegt nur vor, wenn die Andersheit eines Alter ego als Irritation oder Störung empfunden wird.» (S. 162) Ambivalenz und Ungewissheit sind, neben Irritation und Störung, zwei weitere Begleitphänomene von Fremdheit.

Ausgehend von dieser Begriffsbestimmung behandeln die Aufsätze dieses Bandes verschiedene Facetten der Fremdheitsproblematik aus verschiedenen Blickwinkeln und auf verschiedenen Ebenen. Im Mittelpunkt des theoretischen Interesses stehen dabei drei Zusammenhänge: Erstens der Zusammenhang von historischer Semantik des Fremden und der Sozialstruktur, zweitens derjenige von historischer Semantik des Fremden und der Entstehung eines globalen Gesellschaftssystems, und schließlich drittens, jener von der Soziologie des Fremden und einer evolutionären Theorie des Sozialen.

#### II.

Stichweh charakterisiert die Semantik des Fremden als ein «evolutionäres Universal aller Gesellschaften» – es gibt, so konstatiert er, kaum eine Gesellschaft, in der die Frage nach der Inklusion und Exklusion von Fremden nicht behandelt wird. Von Fremden ist immer die Rede, sei es in gepflegten Semantiken (theoretische Reflexionen, wissenschaftliche Debatten, Schriften usw.) oder in einfachen (Klatsch und Tratsch, Fluch, Klischees, Stereotypen usw.), überall dort also, «wo soziale Andere auftauchen, mit denen sich das Moment des Unerwarteten und der Überraschung verknüpft, und wo für diese

Überraschung zunächst keine gesicherten Routinen der Bearbeitung und des Umgangs mit ihnen zur Verfügung stehen.» (S. 77) Dabei erfüllt die Semantik des Fremden historisch eine Doppelfunktion: Sie thematisiert, als «ein wichtiger Teil der entstehenden Disziplin Soziologie», die Inklusionsprobleme der Gesellschaft und die Typen des Fremden. Zugleich ist die Semantik des Fremden ein wirksames Instrument, mit dem historische Gesellschaften Zughörigkeiten vorschreiben und Identitäten festlegen. Die Semantiken greifen somit «teils utopisch-projektiv, teils retrospektiv, teils normativ und oft operativ in die gesellschaftliche Strukturbildung» ein (S. 7). Der Verweis auf Semantiken und ihre strukturbildende Wirkung beinhaltet enormes Anregungspotential für weitere Forschungen. Gleichwohl lässt sich kritisch einwenden, dass Stichweh daraus nicht die notwendige Konsequenz für seine Theoriebildung zieht. Die gesellschaftlichen Selbstthematisierungen und Identitätspolitiken (im Sinne von Vertrautheit herstellende Praxen) verdienen eine systematische Behandlung, die zum Verständnis der gesellschaftlichen Konstruktion von Fremdheit wesentlich beigetragen hätte.

### III.

Der Entstehungsprozess eines globalen Gesellschaftssystems wird – teils widerspiegelnd, teils flankierend – von einem graduellen Wandel in den Semantiken des Fremden begleitet. Stichweh zeigt in dem Aufsatz «Fremde im Europa der frühen Neuzeit» (S. 111–127), dass sich die Unterscheidung Fremder vs. Einheimischer auf mehreren Ebenen der Systembildung wiederholt und dass in jeweiligen Ebenen der Systembildung spezifische Inklusions- und Exklusionsverhältnisse vorliegen. In der Familie wird die Frau, die in den Haushalt ihres Ehemannes eintritt, als Fremde kategorisiert und als solche differenziert behandelt. Fremde sind auf der Ebene der Systembildung Haushalt diejenigen, die nicht zum Hauspersonal gehören. Diese Logik des Ein- und Ausschlusses widerholt sich auf den nächsten Ebenen

der Stadt und des Königreiches (S. 113), so dass sich auf den jeweiligen Ebenen der Systembildung je eigene Institutionen der Integration des Fremden feststellen lassen. Dazu gehören erstens die Gastfreundschaft, die den Umgang mit dem Fremden im Haus oder in einer Ortschaft regelt; zweitens die Korporation, welche die Zulassung zur und den Aufenthalt in der Stadt regelt und schließlich drittens die Immediatstellung zum Fürsten oder König (S. 114). Bezuglich der Stellung des Fremden in der Sozialordnung der Neuzeit stellt Stichweh die These auf, dass «zum ersten Mal in der europäischen frühen Neuzeit die Anwesenheit von Fremden in einer Unzahl von Situationen sozialen Kontakts, in allen Sozialsystemen und in allen Positionen der sozialen Hierarchie eine unhintergehbare Erfahrung war und daß dies die Wahrnehmung des Fremden umstrukturiert hat.» (S. 117) Abwesenheit nationaler Vorbehalte gegenüber Fremden, Xenophobie und Selbstverständlichkeit des Kontakts mit den Fremden gehören zu dieser Wahrnehmung (ebd.).

Im Übergang zum 19. Jahrhundert kommt es zur Auflösung dieser frühneuzeitlichen semantisch-politischen Welt, die durch die Konstitution des modernen Staates forciert wird. Stichweh benennt zwei Innovationen, die dieser Entwicklung vorausgehen: Die Entstehung einer Staatlichkeit, die auf einem staatsbezogenen Bürgerrecht ruht und die Nationenbildung. Mit ihnen einher gehen zum einen der Verlust der Pluralität abgestufter Mitgliedschaftsstatus und zum anderen die Prekarisierung des soziopolitischen Fremdenstatus (S. 123 f.). Als Fremde werden fortan primär diejenigen wahrgenommen bzw. kategorisiert, «die nicht Mitglieder der Nation sind» (S. 22).

Bezuglich sozistruktureller Varianten der Einbeziehung des Fremden im Zuge der Entstehung eines globalen Gesellschaftssystems unterscheidet Stichweh fünf Modi der Auffassung und Behandlung des Fremden: Der erste Modus betrifft archaische bzw. sozial undifferenzierte Gesellschaften, denen es nicht gelingt, den Fremden überhaupt als

solchen zu erkennen. In dem Weltbild dieser Gesellschaften, die zumeist Stammesverbände sind, ist Fremdheit nicht vorgesehen. Die Begegnung mit Fremden rufen weder Irritation, noch Handlungsbedarf hervor. Ein zweiter Typus von Gesellschaften ist in der Lage, «Fremde» als Fremde in ihrem Beunruhigungspotential zu registrieren. Allerdings laufen alle Behandlungs- und Umgangsformen darauf hinaus, die erfahrene Fremdheit sofort zum Verschwinden zu bringen. Die Strategien dieses Zum-Verschwinden-Bringens reichen von der Expulsion, der Tötung des Fremden bis zu vielfältigen Mustern der Aufnahme, wie etwa Reinigungsriten oder Adoption in einen Verwandtschaftszusammenhang (S. 164). Ein drittes Muster entwickelt sich in stratifizierten Gesellschaften: Pluralisierung möglicher Fremdenstatus in Entsprechung mit der Differenzierung von Sozialstruktur. Stichweh verweist diesbezüglich auf die Differenzierung des Fremdenstatus in innere vs. äußere, geduldete vs. ungewollte, privilegierte vs. unterworfenen Fremde, sowie auf spezielle Berufe und gesellschaftliche Enklaven, die speziell für die Fremden reserviert sind. Fremde werden in diesem Muster in Statuslücken platziert, wo «Kommunikationsunterbrechungen zwischen gesellschaftlichen Gruppen sie als Vermittler unentbehrlich machen» (S. 165). Ein vierter Modus wird durch die Entstehung des Nationalstaates eingeführt, die eine radikale Vereinfachung der vielfach diversifizierten Muster des Umgangs mit Fremden hervorbringt. «An die Stelle der Pluralität der Status treten binäre Klassifikationen, die Einheimische, die vollgültige Mitglieder des Nationalstaates sind, von Fremden, denen die entsprechenden Berechtigungen fehlen, unterscheiden» (ebd.). Gleichzeitig sind die nationalstaatlichen Systeme in die Entstehung eines weltweiten Gesellschaftssystems eingebettet, das einen weiteren Modus gesellschaftlicher Auffassung und Behandlung des Fremden hervorbringt.

#### IV.

Die soziologische Systemtheorie beschreibt die Entstehung eines weltweiten Gesellschaftssystems, in das alle (National)-Staaten sowie weitere soziale Systeme (Politik, Wirtschaft, Recht usw.) eingebettet sind, als Folge funktionaler Differenzierung, und nennt es «Weltgesellschaft». Unter dem systemtheoretischen Terminus «Weltgesellschaft» ist der Sachverhalt zu verstehen, dass «Kommunikationen für einander im Prinzip weltweit erreichbar sind und es deshalb nur noch ein Gesellschaftssystem auf der Erde gibt» (S. 166). Diese Entwicklung hat weitreichende Konsequenzen für die Bestimmung bzw. die Definition des Fremden. Der moderne Nationalstaat sah einen zentralen Inklusionsstatus vor, die Staatsbürgerschaft, und eine damit korrespondierende Bestimmung des Fremden: als Fremde wurden diejenigen wahrgenommen bzw. kategorisiert, die nicht zur eigenen Nation gehörten. Die Weltgesellschaft jedoch bezeichnet für Stichweh die erste Sozialorganisation, die keinen mit dem Nationalstaat korrespondierenden Begriff des Fremden hervorbringt. Im Gegensatz zum Sozialsystem Nationalstaat hat das alles umfassende Sozialsystem Weltgesellschaft kein identifizierbares Außen: «Sie kann das, was sie negiert, nicht aus dem System exkludieren (...) sie muß möglicherweise ohne Fremde in dem in der historischen Semantik und der klassischen Soziologie ausgearbeiteten Verständnis dieses Begriffs auskommen.» (S. 22)

Die Kategorie des Fremden habe als Schlüsselkategorie für die Erfassung der modernen sozialen Welt ihre Relevanz eingebüßt, konstatiert Stichweh. In der modernen, funktional differenzierten Gesellschaft, insbesondere aber in modernen städtischen Kontexten, sind Interaktionen zunehmend von kurzer Dauer und finden zunehmend zwischen Menschen statt, die einander «fremd» sind und «fremd» bleiben (S. 140). Stichwehs zentrale These lautet daher, dass Ambivalenz und Paradoxie die Normalerfahrungen im Umgang mit modernen Sozialstrukturen sind, und dass die primäre Erfahrung mit Fremdheit und Fremden nicht

mehr die der Ambivalenz ist. Gleichwohl lassen sich Kontinuitäten und Formen der Wiederkehr klassischer Perzeptionen des Fremden auch in funktional differenzierten Gesellschaften und städtischen Kontexten nicht abstreiten. Die «in weiten Bereichen der modernen Gesellschaft vorhandene Angst vor Kriminalität» und ihre Externalisierung sowie Typisierungen von Zugehörigen bestimmter Bevölkerungsgruppen als «fremd» können in diesem Zusammenhang als exemplarisch genannt werden (S. 144). Hier wäre demgemäß eine Verfeinerung des Begriffsinstrumentariums in strukturelle versus typisierte Fremdheit angebracht.

## V.

Resümierend lässt sich sagen, dass die Beiträge dieses Bandes wesentlich zu einem tieferen Verständnis der Fremdheitsproblematik beitragen. Verdienstvoll ist nicht nur die Analyse der Fremdheitsproblematik in verschiedenen historischen Epochen, sondern auch auf verschiedenen gesellschaftlichen Ebenen. Im Gegensatz zu poststrukturalistischen Positionen, die Fremdheit zelebrieren und die subversiven Eigenschaften der Figur und des Status des Fremden hervorheben, verweist Stichweh auf die systemstabilisierenden Aspekte. Gesellschaften erfinden in der Figur und im Status des Fremden Störungen, «die sie für ihre weitere Evolution benötigen», und sie selektieren bzw. formen den Fremden soweit, wie sie ihn brauchen, um «Innovationen über Externalisierung einzuführen» (S. 129).

Diesen Verdiensten stehen jedoch Desiderate gegenüber. Zum einen sind es die vielen Wiederholungen und die Vielfalt der

behandelten Themen, deren Zusammenhang zueinander nicht immer eindeutig ist. Fragwürdig ist zum anderen auch die These, dass es in der Weltgesellschaft «niemanden mehr gibt, den man legitimerweise einen Fremden der Gesellschaft nennen könnte» (S. 174). Es wäre theoretisch ertragreich, würde Stichweh empirische Phänomene wie die irreguläre Migration und Menschen ohne Papiere sowie die juristischen, politischen und administrativen Regelungen im Bereich der Migration und die gesellschaftlichen Debatten darüber stärker in den Blick nehmen. Größere Aufmerksamkeit hätten auch die Selbstbeschreibungen bzw. die Selbstthematisierungen der Gesellschaft, die Identitätspolitik und ihre Auswirkungen auf Fremdheitszuschreibungen sowie Weisen des Umgangs mit Fremden verdient. Wie kommen in der gegenwärtigen, funktional differenzierten Weltgesellschaft und in städtischen Kontexten Wahrnehmungen, Typisierungen und Kategorisierungen von Menschen als Fremden zustande? Welche sozialen Mechanismen kommen dabei zum Tragen? Warum werden bestimmte Migrantengruppen zur Zielscheibe von Fremdheitszuschreibungen, andere wiederum nicht? Diese Fragen hätten eine ausführliche Diskussion verdient.

Yaşar Aydin  
Hamburgisches Welt-Wirtschafts-Institut  
Heimhuder Str. 71  
D – 20148 Hamburg  
[aydin@hwvi.org](mailto:aydin@hwvi.org)  
[yasar.aydin@gmx.de](mailto:yasar.aydin@gmx.de)